



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°4603 - VENDREDI 29 SEPTEMBRE 2023

CHAMP PÉTROLIER MKB

Afreximbank et Trident OGX signent un accord financier

L'accord financier entre Afreximbank et Trident OGX pour l'exploitation du champ pétrolier MKB a été paraphé le 27 septembre à Brazzaville pour un montant de 1,5 milliard de dollars, environ 933 milliards de francs CFA.

Ce nouvel investissement va contribuer à augmenter la production nationale de 30%. L'opérateur Trident promet d'y apporter des technologies de pointe tenant compte des enjeux environnementaux. [Page 16](#)

Échange des parapheurs par les deux parties/Adiac



COP 28

L'Allemagne s'engage à accompagner la Comifac



L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne prononçant son allocution/DR
L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, le Dr Wolfgang Klapper, a annoncé, lors de l'atelier sous-régional de préparation des parlementaires d'Afrique centrale en prélude à leur participation à la COP28, que son pays va accompagner la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac). « L'horloge climatique avance et nous devons agir vite sans pour autant négliger les aspects d'amélioration des conditions de vie des populations. L'agenda 2030 des Nations unies encadre ce mouvement universel, associant les questions de transformation énergétique et d'éradication de la pauvreté dans le monde », a-t-il déclaré. [Page 9](#)

CAN 2027

Le tour du trio Kenya-Tanzanie-Ouganda

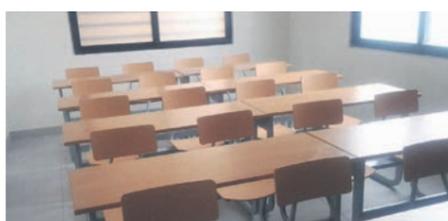
La Confédération africaine de football (CAF) a apporté la nouveauté en choisissant la candidature tripartite Kenya-Tanzanie-Ouganda pour abriter la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2027. Un choix qui confirme ainsi le souhait de la CAF d'instaurer un système de rotation dans les régions d'Afrique. « Je suis heureux que notre engagement, qui permet à chacune des six zones composantes de la CAF d'accueillir une CAN, soit mis en valeur par l'attribution de l'édition 2027 au Kenya, à la Tanzanie et à l'Ouganda. La dernière fois que cette région a organisé le tournoi, c'était en 1976 en Éthiopie » a commenté le président de la CAF, Patrice Motsepé. [Page 16](#)

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Des écoles privées appelées à mettre de l'ordre

A quelques jours de la rentrée scolaire, prévue le 2 octobre, le directeur départemental de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Alain Claude Dangouama, a échangé avec les

promoteurs des écoles privées. « Il y a des pratiques à bannir et des normes à respecter. Les écoles qui ne vont pas s'y conformer seront sanctionnées », a-t-il averti. [Page 5](#)



Éditorial

Systeme éducatif

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Système éducatif

La problématique de l'éducation de qualité en vue d'améliorer le niveau scolaire et renforcer la performance du système éducatif implique des approches novatrices. Le récent conseil national de l'enseignement général tenu à l'orée de la nouvelle année scolaire s'inscrit dans ce cadre.

Améliorer la gouvernance du système tel qu'envisagé dans les recommandations formulées à cette occasion sous-entend également une modernisation des infrastructures qui favorise un accès équitable aux programmes d'alphabétisation. Des défis auxquels s'attèle le ministère de l'Enseignement général qui a annoncé l'ouverture cette année de nouveaux lycées dans les départements du Niari, de la Bouenza, des Plateaux, de la Sangha et de la Lékoumou.

Le rapprochement des apprenants des lieux d'apprentissage aiderait non seulement à réduire le décrochage scolaire, mais aussi à permettre au Congo de s'arrimer au quatrième Objectif de développement durable des Nations unies qui recommande l'accès de tous à une éducation sur un pied d'égalité et donner à tous les possibilités d'apprentissage tout au long de leur vie.

L'ambition étant de taille, donner un souffle nouveau au système éducatif national signifie également la création par l'Etat de nouvelles universités dans d'autres départements du pays. Ce qui permettra de désengorger celles qui sont implantées à Brazzaville où les capacités d'accueils restent encore une épine sous le pied des pouvoirs publics, en dépit des efforts consentis à travers la construction de nouveaux amphithéâtres.

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE

La société civile planche sur les droits de l'homme

Pour renforcer leurs capacités d'action en faveur des droits de l'homme, les associations de la société civile ainsi que les organisations non gouvernementales sont en séminaire du 28 au 29 à Brazzaville.



La société civile planche sur les droits de l'homme/Adiac

« La sensibilisation, les actions d'éducation multiformes, des plaidoyers tous azimuts doivent être en permanence au cœur de nos actions pour avancer dans le combat de la promotion et la protection des droits de l'homme », a déclaré le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales, Germain Céphas Ewangui, à l'ouverture des travaux du séminaire de renforcement des capacités techniques et managériales, le 28 septembre à Brazzaville.

Plusieurs communications vont ponctuer ce séminaire sur des thèmes variés. « Historiques et problématique des droits de l'homme de 1945 à nos jours » développé par Alphonse Dinard Moubangat Moukonzi, magistrat, vice-président de la Cour suprême ; «

Droits de l'homme et univers carcéral », par le juriste Arnel Malela ; la présidente nationale de l'association des femmes juristes du Congo, Jocelyne Milandou Kandza, a planché sur le thème « Convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme et quelles actions pour les organisations de la société civile dans la promotion du genre ».

Vendredi

Le séminaire va prendre fin le vendredi 29. D'autres communications sont au programme. « Organisation judiciaire, procédure judiciaire » ; « Conduite d'une enquête en matière de violation des droits de l'homme » ; « Les règles fondamentales de la gestion administrative » ; « L'élaboration des projets et la recherche de financements » ; « Mécanisme de plaidoyer au niveau national, sous-ré-

gional et international » sont autant de thèmes qui seront développés le jour de la clôture de ce séminaire.

Au-delà des communications prévues au cours de ce séminaire, le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales, Germain Céphas Ewangui, a rappelé que les droits de l'homme sont consacrés dans des documents référentiels à l'échelle nationale et internationale. « Des énoncés qui constituent pour nous, défenseurs des droits de l'homme, un acquis, en dépit de la distance qui sépare encore les principes si bien énoncés et la réalité sociale », a-t-il reconnu. Autant dire que les associations de la société civile ont une partition à jouer pour que les énoncés sur les droits de l'homme reflètent la réalité sociale.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngonu

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

SÉNAT

Les sept commissions permanentes mises en place

La chambre haute du Parlement a procédé le 27 septembre à Brazzaville à la mise en place des différentes commissions permanentes, des unions interparlementaires et des groupes d'amitié.

La plupart des présidents des commissions de la troisième législature sont revenus en dehors de la sénatrice Massoussa née Odette Kombila Matéo qui a été mutée à la Commission Education, Culture, Information, Sciences et Technologie. Il y a également l'arrivée de Wilfrid Guy César N'Guesso à la septième et nouvelle Commission Plan, Aménagement du territoire, Tourisme, Environnement, Développement durable, Sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ainsi, Victor Foudi revient à la tête de la Commission Affaires juridiques et administratives avec pour premier vice-président Serge Michel Odzoki nouvellement arrivé à l'hémicycle. La Commission Economie et Finances garde son président Jean Marie Andziba Epouma.

De même la Commission Défense et Sécurité présidée par Gabriel Nzambila avec pour premier vice-président Aristide Ngakosso Ngama. Gabriel Oba-Apounou lui conserve la Commission Affaires étrangères et Coopération. La Commission Santé, Affaires



sociales, Familles et Genre précédemment dirigée par la sénatrice Odette Kombila Matéo est passée aux mains de Jean Roger Eckoudzoula avec pour premier vice-président Véronique Loembet née Nitou Landou.

La nouvelle Commission Plan, Aménagement du territoire, Tourisme, Environnement, Développement durable, Sécurité alimen-

taire et nutritionnelle a été confiée à Wilfrid Guy César N'Guesso élu à la faveur des élections sénatoriales du 20 août dernier.

Outre les Commissions, il a également été mis en place les groupes d'unions interparlementaires notamment l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, Afrique Caraïbe Pacifique- Union européenne, l'Union parlementaire

africaine et l'Union interparlementaire (UIP), ainsi que les groupes d'amitié Sénat-Chine, Sénat-RDC Sénat-France et Sénat-Russie.

Quant au groupe parlementaire de la majorité présidentielle qui comprend le PCT et ses alliés, il comprend soixante-six membres et est dirigé par Théophile Adoua tandis que celui de l'opposition est présidé par Moundélé-Ngolo

née Mbokotoumona-Loubienga Chara Rebecca.

Il faut souligner qu'avec la réaffirmation au sein de la chambre haute du groupe parlementaire de l'opposition au cours de cette quatrième législature, la chambre haute consacre la nécessité d'opinions dans une démocratie en construction.

Jean Jacques Koubemba

TCHIKAPIKA

Dorel Eyobelé : « Je mesure le poids de la responsabilité »

Député siégeant de la circonscription électorale unique de Tchikapika, dans le département de la Cuvette, Dorel Eyobelé a effectué récemment une descente parlementaire. Un baptême de feu qui lui a permis de sillonner vingt-neuf des trente villages que compte cette circonscription. Dans cette interview, il tire les leçons de sa descente à la base.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Vous venez d'effectuer votre première descente parlementaire, quel est le souvenir que vous avez pu retenir ?

Dorel Eyobelé (D.E) : Nous avons séjourné à Tchikapika, du 28 août au 5 septembre 2023, pour accomplir un devoir, celui de rendre compte à la population des conclusions des derniers travaux au niveau de l'Assemblée nationale. Nous avons sillonné vingt-neuf villages sur les trente que compte notre circonscription électorale. D'une manière générale, la descente s'est bien passée, ce que nous pouvons tirer comme leçons, c'est le poids de la responsabilité parce qu'au cours de nos échanges, la population nous a exprimé ses besoins.

Nous ne sommes pas arrivés au village Béné qui est situé sur l'axe fluvial. Nous avons la volonté d'arriver dans toutes les localités et d'échanger avec tous les habitants de Tchikapika, nous ne pouvons pas exclure un village. Nous avons rencontré des difficultés logistiques parce que pour arriver à Béné, il fallait une pirogue motorisée. Qu'à cela ne tienne, nous avons fait parvenir tous les présents que nous avons emmenés aux habitants de Béné. Cette population a confiance en nous, même si nous ne sommes pas arrivés sur place. Nous pouvons vous



rassurer qu'avec les habitants du village Béné, nous travaillons en parfaite symbiose.

LDB : Quelles ont été les doléances de la population au regard de vos échanges ?

D.E : Les problèmes de Tchikapika sont connus et ils ne datent pas d'aujourd'hui. Les principales préoccupations de la population tournent autour de l'enclavement, de la santé, l'éducation, notamment le manque du personnel de santé pour animer les Centres de santé intégrés (CSI), le déficit du personnel enseignant dans les écoles. A cela, s'ajoutent le manque d'eau potable, l'électricité et l'emploi des jeunes. Voilà de façon générale les principaux problèmes qui minent la sous-préfecture de Tchikapika.

LDB : Puisque vous parlez des difficultés liées à l'éducation des enfants, il y a un lycée en construction à Tchikapika, vous avez eu le temps d'aller visiter les travaux en cours ?

D.E : Lors de notre descente parlementaire, et dans le cadre du suivi des travaux en cours de réalisation au niveau du district, nous avons visité le chantier de construction du lycée de Tchikapika. De manière générale, nous pouvons dire que les travaux s'exécutent et avancent à un rythme normal. Les bâtiments sont construits. Il reste l'équipement et les travaux de finition. Au niveau de la santé, il n'y a pas de travaux en cours, mais nous en

avons profité avec l'appui du ministre d'Etat, Jean Jacques Bouya, pour réhabiliter les toitures des CSI des villages Eboungou et Litombi. Toujours dans la même lancée, nous avons pu rénover les appartements de l'école primaire du village Ekongo. Donc, nous voulons remercier le ministre d'Etat, Jean Jacques Bouya, pour cet appui, pour l'encadrement, le coaching parce que c'est grâce à lui que nous avons pu faire une bonne descente parlementaire. Ce n'était pas facile de faire vingt-neuf villages en cinq jours. Donc, nous avons eu des échanges fructueux avec la population à bâtons rompus.

LDB : Avez-vous constaté un certain attachement de la population aux conclusions des sessions au niveau de l'Assemblée nationale ?

D.E : Lorsque nous échangeons avec la population, nous avons constaté qu'elle suit ce qui se passe au niveau de l'Assemblée nationale. Par exemple à Mokonda, un habitant m'a demandé pourquoi depuis le début de la mandature j'étais à ma première descente alors que l'institution est à sa troisième session. Notre réponse a été que le député pour effectuer une descente parlementaire, il faut qu'il y ait une prescription de l'Assemblée nationale.

En dehors du cadre formel qui est la descente parlementaire, nous descendons de temps en temps, échangeons avec la population pour garder un lien direct avec nos mandants. Pratiquement chaque mois, nous descendons au village où nous avons déjà mené quelques activités dont la remise des fournitures scolaires, des kits pour suivre la Coupe du monde Qatar 2022, des pagnes aux femmes du district pendant la fête du 8 mars ainsi que des kits agricoles aux coopératives pour encourager les femmes à en faire plus.

LDB : Avez-vous un message à lancer à l'endroit de vos mandants ?

D.E : Nous disons à la population que les problèmes de Tchikapika sont connus, ce sont des problèmes que vivent les autres Congolais sur toute l'étendue du territoire national. Nous, en tant que député, nous interviendrons en fonction de nos moyens. Pour le reste, nous mènerons le plaidoyer auprès de l'exécutif pour que les problèmes posés par la population puissent trouver de solutions. Nous sommes confiants que le gouvernement ne ménagera aucun effort pour pallier les problèmes que la population de Tchikapika éprouve.

Parfait Wilfried Douniama

LUTTE CONTRE LES CANCERS INFANTILES

Le PNLC lance la campagne médiatique « Septembre en or »

Organisée par le Programme national de lutte contre le cancer (PNLC) en partenariat avec la Fondation Calissa Ikama et Hope Day After, la campagne médiatique a été lancée en ce mois de septembre du 20 au 30, dénommée « Septembre en or », au cours d'une conférence de presse animée par le Pr Judith Nsondé Malanda, coordonnatrice du PNLC.

Les cancers pédiatriques sont une réalité au Congo Brazzaville : le rétinoblastome, le lymphome, le néphroblastome, la maladie de Hodgkin, les leucémies et les ostéosarcomes : constituent les cancers les plus fréquents. En effet, d'après le plan stratégique national de lutte contre le cancer 2022-2026, adopté cette année, en raison de la jeunesse de la population, les enfants de 0 à 11 mois et les femmes en âge de procréer (FAP) représentant environ 20% de la population ; les adolescents, représentant 21,4% de la population et les jeunes de 20 à 24 ans 31%, entre 2020 et 2030. Ainsi, le Congo va chaque année enregistrer 190 à 300 nouveaux cas de cancers pédiatriques par an, et ce nombre va doubler vers 2050.

A la différence des autres types de cancers, les cancers pédiatriques sont très sensibles à la chimiothérapie. En règle générale, ils ont un meilleur pronostic de guérison. Malheureusement, force est de

constater que malgré les efforts fournis, chez l'enfant la mortalité par cancer reste encore très élevée au Congo. Au nombre des causes à incriminer, le diagnostic tardif reste en tête de liste. Par ailleurs, l'amélioration du plateau technique et de l'offre des soins est un autre défi majeur à relever pour réduire la mortalité par cancer chez l'enfant. Afin de contribuer à relever tous ces défis, le PNLC entend profiter de l'opportunité qu'offre le mouvement « Septembre en or » pour mener les activités de sensibilisation et de mobilisation des acteurs étatiques et non étatiques en faveur de l'amélioration de la qualité de la prise en charge diagnostique et thérapeutique des cancers pédiatriques.

Contribuer à l'amélioration du diagnostic précoce du cancer

Abordant le cas des démunis, le Pr Judith Nsondé Malanda a souligné que c'est une situation que



Les journalistes posant avec les membres du PNLC/DR

les experts avaient vue lors de la rédaction du Plan stratégique national de lutte contre le cancer. Pour elle, les démunis ne doivent pas être en marge, car ce sont des êtres humains. D'où, quel que soit le statut de la personne, chaque individu doit avoir accès au traitement, a-t-elle précisé. « Avec la société civile nous aurons

à pouvoir faire un plaidoyer afin que la prise en charge des malades soit améliorée. De telle sorte que si on arrive à poser le diagnostic précoce de la maladie, que nous donnons de l'espoir de guérison à tout Congolais, à chaque enfant atteint de cancer ».

Dans le cadre de la prise en

charge des cancers pédiatriques un certain nombre d'hôpitaux accueillent les enfants atteints de cancer ; mais une seule unité avec un personnel formé grâce à l'appui de certains partenaires, la Fondation Calissa-Ikama et le Groupe franco-africain d'oncologie pédiatrique, sort du lot. A Brazzaville, dans le service de cancérologie, il y a un service de prise en charge des enfants atteints des cancers. Quand celui-ci n'arrive pas, les enfants sont envoyés à Pointe-Noire pour les soins appropriés. Inaugurée en 2017, devenue opérationnelle en 2019, l'unité d'oncologie pédiatrique Calissa-Ikama de l'hôpital général Adolphe Sicé de Pointe-Noire, à ce jour, est l'unique centre spécialisé pour la prise en charge des cancers de l'enfant. Cependant, elle est confrontée à de nombreux défis, notamment l'absence d'une hotte à flux laminaire, le coût élevé des examens, etc.

Bruno Okokana



APPEL À MANIFESTATION D'INTERET N°001/AUF/CONGO/2023

POUR L'ETABLISSEMENT DU FICHER DES FOURNISSEURS, DES PRESTATAIRES DE SERVICES

Le Bureau National de l'AUF au Congo, sis à la Présidence de l'Université Marien NGOUABI, lance un appel à manifestation d'intérêt pour le renouvellement de son fichier fournisseurs.

L'AUF Congo invite les fournisseurs de biens, les prestataires de services et autres, à manifester leur intérêt pour les domaines d'activités ci-dessous :

1. Fourniture de connexion Internet ;
2. Fournitures de bureau (papeterie, etc.) ;
3. Matériels informatiques (équipements et consommables informatiques) ;
4. Imprimerie, reprographie, infographie ;
5. Mobiliers de bureau ;
6. Électricité, plomberie, hygiène (désinsectisation, dératisation, curage des fosses septiques, etc.)
7. Groupe électrogène (entretien et maintenance) ;
8. Sécurité incendie (équipement, installation, formation, entretien, etc.) ;
9. Climatisation (fourniture, entretien) ;
10. Ménage et nettoyage (bâtiments, jardins, cour et pourtour) ;
11. Enlèvement des immondices ;
12. Gardiennage ;
13. Distribution de courrier local ;
14. Assurance incendie et vol ;
15. Restauration ;
16. Agence de voyage ;
17. Hôtellerie ;
18. Transit et logistique ;
19. Transfert d'argent (paiement des tierces) ;
20. Travaux (BTP, réaménagement, réhabilitation, etc.).

Les réponses au présent appel doivent être transmises au plus tard le 27 octobre 2023 aux adresses : info-brazzaville-dracgl@auf.org et afrique-centrale@auf.org en précisant l'objet « Avis à manifestation d'intérêt AUF/CONGO/2023 »

Documents à joindre datant de moins de trois mois :

- Attestation de domiciliation bancaire ou RIB
- Photocopie de la carte de contribuable valide
- Photocopie du registre de commerce
- Attestation de non-devance fiscale

Fait à Brazzaville, le 28 septembre 2023



Edouard NGAMOUNTSIKA
Bureau National AUF Congo

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle KHOUMBOU MALONDA Christelle Parfaite. Je désire être appelé désormais BANZOUZI Christelle Merveille.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

ASSAINISSEMENT

La mairie de Bacongo accompagne les établissements scolaires

L'administrateur-maire du deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, Simone Loubienga, a lancé le 28 septembre à l'école Nkeoua- Joseph l'opération d'assainissement et de désinfection des établissements scolaires d'enseignement général et technique.

Menée, en compagnie des responsables des quartiers, la Croix-Rouge congolaise et de quelques associations implantées dans le deuxième arrondissement ainsi qu'une entreprise spécialisée dans la désinfection, l'opération de salubrité s'étendra dans les 27 écoles d'enseignement général et technique que compte Bacongo. La désinfection concerne, quant à elle, quinze écoles. « Cette opération va se poursuivre dans d'autres établissements scolaires, l'équipe de la Croix-Rouge et de l'entreprise qui assure la désinfection vont sillonner les différentes écoles », a expliqué Simone Loubienga. A travers cette action, l'administrateur-maire de Bacongo voudrait inciter les enseignants et les élèves à tenir les blocs sanitaires et les salles de classe propres parce que la propreté chasse les maladies. « Il y a quelque temps, des épidémies des mains sales ont mis à mal la santé de la population à Dolisie. Nous voulons que les enseignants prennent à



Simone Loubienga posant avec l'équipe de maîtrise et les partenaires Adiac

« Il y a quelque temps, des épidémies des mains sales ont mis à mal la santé de la population à Dolisie. Nous voulons que les enseignants prennent à bras-le-corps le problème de l'hygiène en faisant passer le message aux élèves »

bras-le-corps le problème de l'hygiène en faisant passer le message aux élèves », a exhorté le Dr Simone Loubienga.

Une opération saluée par les responsables de l'Ecole primaire Nkeoua-Joseph dont l'établissement abrite également le CEG Pierre- Savorgnan-de-Brazza. « Nous nous réjouissons de cet accompagnement de l'administrateur-maire de Bacongo. Le calendrier ministériel a réservé une journée à l'assainissement et l'administrateur-maire vient d'emboîter le pas, c'est une fierté pour nous. La difficulté que nous rencontrons c'est le manque d'eau, mais nous nous sommes efforcés à entretenir les salles de classe. Nous saluons l'opération de désinfection des latrines », a déclaré le directeur de la vague B, Guy Bonazébi.

Il a, par ailleurs, rassuré l'autorité municipale que la rentrée scolaire sera effective le 2 octobre dans les deux écoles Nkeoua- Joseph et CEG Pierre-Savorgnan.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Des écoles privées appelées à mettre de l'ordre

A quelques jours de la rentrée scolaire, prévue le 2 octobre, le directeur départemental de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Alain Claude Dangouama, a échangé avec les promoteurs des écoles privées. « Il y a des pratiques à bannir et des normes à respecter. Les écoles qui ne vont pas se conformer seront sanctionnées », a-t-il averti.

Selon Alain Claude Dangouama, certaines écoles privées ne respectent pas les textes qui régissent le système éducatif avec des pratiques blâmables. « Il y a des écoles privées qui font du mercenariat. En lieu et place de leurs élèves, elles prennent d'autres personnes à qui elles donnent de l'argent pour faire des résultats ; d'autres utilisent les enseignants pendant les journées plages... », a révélé le directeur départemental de l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'alphabétisation évoquant des pratiques qui n'honorent pas le système éducatif même si ce ne sont pas toutes les écoles privées qui sont concernées. Il convient de rappeler qu'à la rentrée scolaire du 2 octobre, l'uniformisation de la tenue scolaire va entrer en vigueur. Pour l'enseignement



Certaines écoles privées rappelées à l'ordre/Adiac

général, technique et professionnel, au collège comme au lycée, c'est-à-dire le secondaire, l'uniforme est la même : chemise (deux poches avec rabats, épaulettes) et pantalon kaki pour les garçons, chemise (deux poches avec

rabats, épaulettes) bleu ciel et pantalon bleu sombre de taille normale pour les filles. Au préscolaire, la tenue est composée d'un tablier de couleur rose pour les apprenants de sexe féminin, et bleu ciel pour les garçons.

Rominique Makaya

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Les activités de l'agence vont bon train

Le directeur général de l'Agence de développement de l'économie numérique (ADN), Eliodore Francis Gouloubi, a eu une séance de travail le 28 septembre à Brazzaville avec une délégation de la Banque mondiale, conduite par Camila Mejia Giraldo, spécialiste principale en développement numérique.

Assistée par des membres de l'unité de coordination du projet de l'accélération de la transformation du numérique au Congo (PATN), cette séance de travail avait pour objet de faire une revue à mi-parcours des activités de l'ADN.

Au nombre d'importants projets en cours, on note la mise en place de E.Gouv, un portail de services qui va centraliser la gestion des services de bases de l'Etat tels que les documents du greffe et de l'état civil. Il est également prévu d'équiper cette structure en outils informatiques, d'élaborer les manuels de procédures puis de former la ressource humaine. « Nous sommes une nouvelle structure qui a un certain nombre de besoins et de point d'accompagnement qui avait été pris en compte par la BM dans le cadre du PATN. Le travail se fait », a rassuré le directeur général de l'ADN. Créée en 2022, l'ADN est un établissement public à caractère administratif, qui assure pour le compte de l'Etat la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'économie numérique et travaille avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème numérique afin de réaliser le passage du Congo au tout numérique.

Il est également chargé de mettre en œuvre la stratégie de l'Etat en matière de développement du digital et de promouvoir des outils numériques et le développement de leur usage auprès de l'administration, des entreprises et des citoyens.

Lopelle Mboussa Gassia



MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
CABINET
PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE A LA COVID-19 /PRUC-19



AVIS DE RECRUTEMENT N°05 UGP- PRUC-19 POUR LE « SPECIALISTE EN SUIVI ET EVALUATION DU PROJET DE RIPOSTE D'URGENCE AU COVID-19 »

Le Gouvernement du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) afin d'accompagner ses efforts dans la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19 a travers le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 (PRUC-19).

Ce prêt, couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation en matière de santé publique.

Depuis le début de la pandémie, des progrès importants dans le domaine des sciences ont permis l'émergence de nouvelles thérapies et la production de vaccins contre la COVID-19, ce qui représente un changement d'une importance capitale. La vaccination contre la COVID-19 a commencé dans de nombreux pays à revenu élevé en décembre 2020. Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000 euros) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable.

Le Congo a aussi reçu un Don équivalent à 3 millions USD pour renforcer son système de santé.

Enfin, un 3ème Financement additionnel équivalent à 29.67 millions USD reçu par le Congo va améliorer le traitement et les soins, notamment la capacité de livraison d'oxygène du pays et en maintenant les services essentiels. Il encouragera également la demande de vaccination en renforçant les campagnes de communication et de sensibilisation qui sont essentiels de maintenir tout au long du déploiement de la vaccination COVID-19.

Conformément à l'Accord de financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composantes ci-après :

- Composante 1 : Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas.
- Composante 2 : campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement
- Composante 3 : Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation

Conformément aux plans de travail 2022/23/24, le Gouvernement du Congo par le biais de l'unité de Gestion du projet PRUC-19 à l'intention de recruter un spécialiste en suivi & Evaluation.

•OBJECTIF DU POSTE

Contribuer à la mise en place et à la gestion efficace d'un système de suivi-évaluation adapté aux besoins de l'UGP PRUC-19 pour un meilleur suivi des activités et du cadre des résultats du projet.

•TACHES ET RESPONSABILITES :

Sous la supervision du coordonnateur de l'UC PRUC-19, le Spécialiste en Suivi-Evaluation est chargé de définir et mettre en œuvre le dispositif de suivi-évaluation des projets qui sont sous la coordination de l'UC PRUC-19 et mis en œuvre par les Directions et Programme du Ministère de la santé.

A cet effet, en collaboration avec les autres spécialistes des projets, le Spécialiste en suivi-évaluation assume entre autres les responsabilités suivantes :

- Elaborer le manuel de suivi-évaluation, veiller à sa mise à jour périodique et à son utilisation pour l'élaboration des plans de suivi-évaluation annuels, semestriels, trimestriels et mensuels y compris les cadres de résultats ;
- Veiller à l'élaboration des outils de suivi-évaluation y compris les formats de rapport périodique et de documentation de mise en œuvre des projets et veiller à leurs diffusions en interne et en externe ;
- Veiller à l'élaboration des tableaux de bord, des rapports consolidés et les rapports du projet (y compris les indicateurs de performance) conformément aux dispositions du manuel de suivi-évaluation et veiller à leur diffusion ;
- Organiser les réunions, visites, missions de suivi et supervision du projet et veiller à la diffusion des constats effectués et au suivi des recommandations formulées ;

- Centraliser, stocker et analyser les données du projet et mettre à jour les données de référence des projets ; Alimenter le cadre de résultats ;
- Recueillir périodiquement sur la base d'enquêtes ou de consultations les avis, suggestions des bénéficiaires du projet et autres partenaires
- Définir et superviser la mise en œuvre de mécanisme de capitalisation des bonnes pratiques des projets mis en œuvre et veiller à leur partage ;
- Avoir une parfaite maîtrise de Excel et une connaissance du DHIS-II
- Participer à l'élaboration ou la révision des PTBA ;
- Rédiger annuellement, semestriellement et trimestriellement des rapports d'activités.

•PROFIL DES CANDIDATS

Le Spécialiste en suivi-évaluation doit justifier d'une expérience dans la conception et la mise en œuvre de systèmes de suivi-évaluation des projets et programmes de santé. Il doit également avoir des connaissances de l'approche de cadre logique, de l'analyse de l'information et de rédaction de rapports.

Il doit notamment :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau minimum BAC + 3 en économie, statistiques, gestion, travaux publics, hydraulique ou équivalent ;
- Disposer d'une expérience professionnelle générale d'au moins cinq (5) ans dans le domaine du suivi-évaluation ;
- Disposer d'une expérience spécifique d'au moins trois (3) ans dans le suivi des activités des projets de développement financés par les bailleurs de fonds internationaux est un atout ;
- Disposer d'une bonne expérience dans la conception, l'exécution et la conduite des enquêtes ;
- Avoir une bonne maîtrise du cycle des projets (formulation, supervision, auto-évaluation par les bénéficiaires, évaluation à mi-parcours, et final) ;
- Avoir une grande capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction des rapports ;
- Avoir des aptitudes confirmées de l'utilisation de l'outil informatique en général et des logiciels de suivi-évaluation en particulier ;
- Avoir une aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance de la langue française (écrit et parlé)
- Être capable de voyager aux besoins et avoir une connaissance de la pyramide sanitaire au Congo ;
- La connaissance des procédures de la banque mondiale est un atout ;
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

•Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UGP PRUC-19 ;
- Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Les copies des attestations de travail (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des attestations des expériences du candidat dans les domaines couverts par le poste.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Gestion du projet PRUC-19 située à côté du Centre Scolaire Notre Dame du Rosaire-Moungali III (Avenue DRTV vers la Morgue Municipale de Brazzaville) de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste de Spécialiste en Suivi et Évaluation de l'UGP-PRUC-19 » et déposés sous pli fermé à 'adresse ci-dessus ou par voie électronique « passationdesmarchesugppruc19@gmail.com » au plus tard le 6 octobre 2023 à 12 heures.

Le Coordonnateur l'UGP PRUC-19,

Dr. Vital Evence EBELEBE

FRANCE

Fin de stage des cadres du Haut-Commissariat à la justice restaurative

La délégation du Haut-Commissariat à la justice restaurative et au traitement de la délinquance juvénile achève son cycle de stage pratique organisé du 18 au 27 septembre en France.

LIFMV, dirigé par le Sociologue Brice Arsène Mankou, en coordination avec Joëlle Gellert, responsable des formations, et de Jean-Luc Leroux, en charge de l'insertion socio-professionnelle des jeunes, tous deux de l'institut, a dispensé un stage pratique aux cadres du Haut-Commissariat à la justice restaurative et au traitement de la délinquance juvénile. La délégation était conduite par Adolphe Mbou-Maba.

En leitmotiv, le thème «Comment prévenir et lutter contre la violence des jeunes mineurs et jeunes majeurs au Congo : le cas des bébés noirs» ; les stagiaires ont affirmé avoir pu renforcer les capacités quant aux diverses stratégies visant à réduire de manière significative la délinquance juvénile au Congo.

De ce fait, à titre comparatif de la politique mise en place en France à propos de la justice restaurative et du traitement de la délinquance juvénile, l'IFMV a déployé un réseau de formateurs et spécialistes dans ce domaine. À Orléans, lors de la première étape de formation, parmi les experts intervenus figurait en bonne place le professeur et magistrat Marc Richevaux qui a présenté une conférence sur le thème «Entre l'enfer et l'angélisme, le traitement de la délinquance juvénile en France : regard croisé avec les bébés noirs



Remise de diplômes aux cadres du Haut-Commissariat à la justice restaurative session IFMV 2023 (Flam Imag)

du Congo».

Pour le magistrat honoraire au tribunal de Lille, il était question de passer en revue le rôle de la sanction dans un contexte où le tout répressif en matière de justice juvénile a montré ses limites. Sont également intervenus à Orléans Jean Pierre Delpuech, professeur auprès de jeunes en difficulté, Sébastien Colin, président de l'union des familles laïques, (UFAL) et Jean Pierre Sueur, ancien ministre des Collectivités locales et actuel sénateur du Loiret. Tous unanimes face à cette épineuse et lancinante question des jeunes en conflit qui brise les fondements du vivre-ensemble : « tout part de la famille et de l'école comme socle de l'éduca-

tion ».

Lors de la deuxième étape à Rouen dans les locaux de l'Union portuaire rouennaise, après avoir fait un état des lieux de la sociologie du banditisme criminel de ces jeunes, Brice Arsène Mankou a proposé le triptyque : correction-rééducation-insertion comme piste de solution dans les futures maisons de rééducation que le gouvernement congolais compte réhabiliter. Jean Luc Leroux a présenté le modèle de la lutte contre la délinquance juvénile dans la région de St Omer, dans les Hauts de France.

Sur place, les cadres du Haut-Commissariat à la justice restaurative se sont rendus sur les lieux de pratique de la poli-

tique de lutte contre la délinquance juvénile.

De ce fait, ils ont visité, entre autres, les établissements dédiés dans ce cadre pratiquant les synergies État-Société civile ; les écoles de la deuxième chance lancées par l'ancienne Première ministre Française Édith Cresson et les établissements pour l'insertion dans l'emploi, créés par l'ancienne ministre de la Défense Alliot Marie.

L'IFMV a sanctionné l'évaluation de ce stage par la remise de diplômes de «Formateur à la justice restaurative et au traitement de la délinquance juvénile». Un diplôme d'excellence et d'honneur avec mention spéciale a été décerné à Anatole Collinet

Makosso, Premier ministre, chef du gouvernement, qui travaille sur le projet de loi sur la justice restaurative devant être soumis à l'Assemblée nationale.

De cette formation ressort le fait que la France est passée, depuis l'institut de rééducation après les années 45, par plusieurs étapes, partant de la contrainte pour aboutir à ce jour à la protection de jeunes au point de leur mettre le pied à l'étrier. « Les jeunes en «oisiveté» trouvent un «tiers lieu» prêt à les accueillir; les insérer; les accompagner; restaurer leur fierté sans leur coller une étiquette. Au final, «faire société tous ensemble », concède un des stagiaires.

Marie Alfred Ngoma

GABON

Raymond Ndong Sima dévoile les principales étapes de la transition

Le Premier ministre gabonais de transition, Raymond Ndong Sima, a présenté, le 27 septembre, des principales étapes de la transition, dont la durée n'est pas encore connue, près d'un mois après la prise de pouvoir militaire le 30 août dernier.

« Nous sommes face à un coup d'Etat libérateur; un coup d'Etat d'interposition entre les dirigeants politiques, la population et l'armée qui menaçaient de s'affronter dans les rues. Nous avons applaudi l'action des militaires parce qu'ils ont permis d'éviter les violences urbaines, les arrestations, les blessés et même les morts dans le pays, car c'était inéluctable », a expliqué Raymond Ndong Sima, lors de sa première conférence de presse à Libreville. Rappelons que l'armée gabonaise a annoncé, le 30 août, avoir pris le pouvoir, accusant les autorités d'avoir « mal organisé les élections et truqué les résultats », alors que le président sortant Ali Bongo Ondimba a été déclaré quelques minutes plus tôt vainqueur avec 64% de suffrages, ont indiqué des observateurs locaux.

Nommé le 7 septembre par le général Brice Clotaire Oligui Nguema, qui dirige la transition, le Premier ministre Raymond Ndong Sima n'a pas donné une durée exacte de la transition.

Homme politique expérimenté et surtout économiste de formation, Raymond Ndong Sima a cependant suggéré que la transition ne soit pas trop longue pour « éviter une application stricte des sanctions prises contre le Gabon à cause de l'interruption de l'ordre constitutionnel ». « Pour le moment, les sanctions prises sont assez molles, mais si nous ne donnons pas rapidement des gages d'un engagement sérieux vers un retour aux normes internationales, les sanctions vont peser sur le plan politique et économique », a-t-il averti.

Dans une interview accordée plus tôt à la presse internationale, Raymond Ndong Sima a déjà plaidé en faveur d'une transition qui ne dépassera pas deux ans. Il a annoncé qu'il lancerait dès la semaine prochaine un appel à contribution à l'attention de toutes les couches de la société gabonaise. Les Gabonais auront 45 jours ou deux mois pour soumettre leurs propositions écrites dans un document, qui

sera ensuite soumis au ministère chargé de la Réforme des institutions.

Un secrétaire sera chargé de collecter et traiter toutes les contributions pour les consigner dans un document global, qui servira de base de discussions lors du dialogue national qui pourrait être convoqué « avant juin sinon au plus tard en juin 2024 », a-t-il suggéré. « Toutes les composantes de la société seront associées à ce dialogue », a-t-il précisé.

Le dialogue mettra en place une assemblée constituante. Celle-ci rédigera la Constitution et proposera les réformes nécessaires pour permettre au Gabon de se doter d'« institutions fortes », a-t-il insisté.

Rappelons que le président de transition Oligui Nguema a promis une nouvelle Constitution par référendum, un nouveau code électoral et un code pénal fiable. Il s'est également engagé à « rendre le pouvoir aux civils » et à « organiser des élections « libres et transparentes ».

Yvette Reine Nzaba

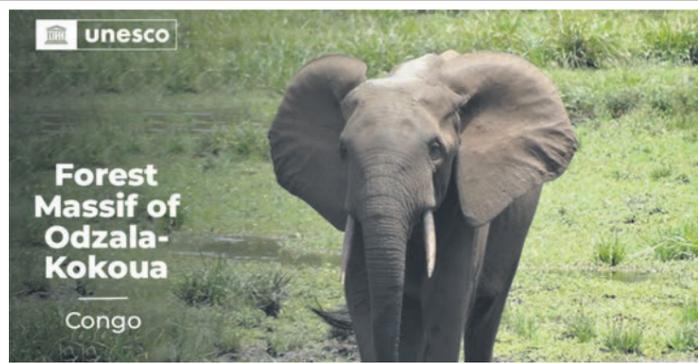
Les Etats-Unis suspendent leur aide au développement

Les États-Unis ont annoncé, le 26 septembre, la suspension d'« une partie de leur aide étrangère au Gabon le temps d'évaluer l'intervention anticonstitutionnelle par des membres de l'armée du pays ».

« Le gouvernement américain suspend une partie de son aide étrangère au Gabon le temps d'évaluer l'intervention anticonstitutionnelle par des membres de l'armée du pays », a indiqué le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken.

Le communiqué diffusé ne précise pas le montant de l'aide suspendue ni les programmes directement visés, mais cette décision ne concerne pas les opérations consulaires ou de l'ambassade des États-Unis. Ce faisant, les États-Unis se conforment à des mesures prises par des organisations régionales et d'autres pays, et cela « continuera le temps d'examiner les faits sur le terrain au Gabon », a-t-on précisé. « Nous poursuivons nos opérations gouvernementales au Gabon, y compris diplomatiques et consulaires en soutien aux citoyens américains », a ajouté Antony Blinken.

Y.R.Nz.



Le Massif Forestier d'Odzala-Kokoua rejoint la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO et célèbre le Wildlife Ranger Challenge

Une double victoire pour la conservation et la célébration de ses héros

Le 16 septembre 2023 restera gravé dans les annales de la conservation de la biodiversité et du développement durable au Congo, suite à l'inscription sur la prestigieuse liste du patrimoine mondial de l'UNESCO du Massif Forestier d'Odzala-Kokoua, joyau du Bassin du Congo. Cette désignation historique vient consacrer la longue histoire de préservation et de conservation de ce massif forestier, déjà reconnu comme réserve de biosphère par l'UNESCO en 1977.

Le Massif Forestier d'Odzala-Kokoua, qui s'étend sur une vaste superficie, abrite une biodiversité incroyable et joue un rôle vital dans la régulation climatique aussi bien à l'échelle régionale qu'à l'échelle mondiale. Cette nouvelle reconnaissance de l'UNESCO renforce son statut en tant que trésor de biodiversité et site dédié au développement durable. Elle représente également un hommage bien mérité aux efforts inlassables de l'État congolais pour préserver la faune,

la flore et les écosystèmes exceptionnels de cette région.

Depuis sa création dans les années 1930, le Parc National d'Odzala-Kokoua a traversé diverses phases de développement et de conservation, avec des moments cruciaux tels que la lutte héroïque contre le braconnage massif d'éléphants et d'autres espèces rares dans les années 1990.

Cependant, cette reconnaissance ne se limite pas à la préservation de la biodiversité. Elle ouvre également des perspectives de développement économique grâce à l'écotourisme, offrant une expérience unique où l'Homme et son environnement coexistent de manière harmonieuse, créant ainsi une synergie entre la conservation et le bien-être des communautés locales.

Célébration du wildlife ranger challenge au parc national d'odzala-kokoua

Pour la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi (FOKL), gestionnaire

du Parc National d'Odzala-Kokoua et du Sanctuaire de Gorilles de Lossi, la journée du 16 septembre 2023 a également été marquée par le «Wildlife Ranger Challenge», un événement sportif international ayant pour objectif, de soutenir le noble travail des écogardes, qui, aux côtés du personnel de la FOKL, ont relevé le

une initiative remarquable visant à collecter des fonds pour encourager les efforts de conservation et de sensibilisation menés par les écogardes. L'organisation Tusk.org, reconnue pour son rôle crucial dans le financement de programmes de conservation de la faune et de la flore en Afrique, a joué un rôle clé dans l'organisa-

tion de cet événement solidaire. La course a été couronnée de succès, tant en termes d'engagement que de participation. Les trois gagnants de cette édition 2023, Djibril Agnounta, Fred Grâce

à Dieu Itaddy et Samuel Eyana, déjà rompus à cet exercice, ont été honorés pour leur détermination. Cette journée exceptionnelle a ainsi permis de célébrer à la fois la reconnaissance internationale du Massif Forestier d'Odzala-Kokoua en qualité de patrimoine mondial de l'UNESCO et le dévouement respectable des écogardes qui travaillent sans relâche pour préserver ce trésor naturel. La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi continue de servir d'exemple éloquent, démontrant que la conservation de la biodiversité et le développement durable peuvent et doivent coexister harmonieusement. Cette double célébration marque un pas de plus vers la préservation de la biodiversité mondiale et l'épanouissement des communautés locales, et souligne également l'importance de la coopération internationale pour préserver notre planète au bénéfice des générations futures.



Le «Wildlife Ranger Challenge» est

Le défi en participant à une course à pied de 21 kilomètres à Mbomo, dans le département de la Cuvette-Ouest où se situe de quartier général du parc.

5-7 OCTOBRE 2023
RADISSON BLU
BRAZZAVILLE

RÉSILIENCE DES INVESTISSEURS, LES RISQUES ASSOCIÉS AUX CRYPTO ACTIFS ET LA FINANCE DURABLE

B2B/D2C FIN QUIZZ ÉDUCATION FINANCIÈRE
PANELS DE HAUT NIVEAU STANDS D'INFORMATION

UN ÉVÉNEMENT

PARTENAIRES

CLIMAT

L'Allemagne va accompagner la Comifac

L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, le Dr Wolfgang Klapper, a annoncé, lors de l'atelier sous-régional de préparation des parlementaires d'Afrique centrale en prélude à leur participation à la COP28, que l'Allemagne va accompagner la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), ses pays membres et tous les acteurs impliqués.

Dans son adresse, le diplomate allemand, le Dr Wolfgang Klapper, a rappelé que la communauté internationale réunie dans le cadre de la vingt-et-unième conférence des parties pour le changement climatique (COP21) à Paris s'est fixée à travers les Accords de Paris des objectifs communs de limitation du réchauffement climatique à + 1,5° de la température planétaire par rapport à la période préindustrielle. Cette limitation ne saurait être efficacement menée sans la mise en œuvre d'initiatives porteuses de durabilité en faveur des grands massifs forestiers tropicaux mondiaux, dont l'un des plus importants est le Bassin du Congo. « *L'horloge climatique avance et nous devons agir vite sans pour autant négliger les aspects d'amélioration des conditions de vie des populations. L'agenda 2030 des Nations unies encadre ce mouvement universel, associant les questions de transformation énergétique et d'éradication de la pauvreté dans le monde. Nous ne manquons pas d'outils, ni de vision, mais pour y parvenir nous devons en faire davantage pour une mobilisation massive des différents acteurs politiques,*

publics, privés et sociaux », a-t-il déclaré.

Les forêts du Bassin du Congo et ses Tourbières sont d'un impact mondial certain pour l'équilibre climatique planétaire. Elles représentent à elles seules une capacité de séquestration annuelle d'environ 1,1 milliard de CO₂, ce qui équivaut environ à 4 % des émissions mondiales chaque année. Avec un bilan carbone positif des plus importants, elles sont aujourd'hui le premier poumon vert de la planète. Leur assurer un avenir durable est donc l'affaire de tous !

Le diplomate allemand a indiqué que depuis plusieurs années son pays a mené par son ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement – BMZ, un ensemble d'actions d'appui visant à soutenir les politiques nationales et régionales des États d'Afrique centrale. Le tout afin de garantir une gestion durable de ces écosystèmes forestiers qui sont une réponse avérée de la riposte contre l'accélération du réchauffement climatique planétaire. Toutefois, mener une politique de conservation sans prendre en compte les enjeux économiques que représentent les



L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne prononçant son allocution/DR

forêts pour la plupart des économies régionales n'est pas une option envisageable. D'où, pense le diplomate allemand, il faut orienter les réflexions vers des solutions climatiques alternatives, efficaces et favorables au développement économique et social durable des populations.

Rehausser la capacité de mobilisation internationale des forêts du Bassin du Congo

Inscrite dans cette perspective, la République fédérale d'Allemagne, dans le cadre de son mandat à la facilitation au partenariat des forêts du Bassin du Congo, a défini une

feuille de route alignée au plan de convergence de la Comifac et aux ODD 2030 des Nations unies. « *Éuvrant de pair avec la Comifac et ses pays membres, nous avons porté des initiatives visant à rehausser la capacité de mobilisation internationale des forêts du Bassin du Congo. Nous pouvons citer comme résultats probants de cette approche la "Déclaration d'engagement des États membres de la Comifac pour les forêts d'Afrique centrale et l'appel pour un financement équitable – Fair Deal" ainsi que l'amélioration de l'accessibilité aux marchés mondiaux via le renforcement du principe de durabilité dans le commerce international de bois tropicaux certifiés issus d'Afrique centrale* », a-t-il ajouté.

Félicitant les uns et les autres pour leur implication dans la défense de la cause climatique et environnementale en Afrique centrale, le diplomate allemand a indiqué qu'à travers leur engagement au sein du Repar ils représentent une force de mobilisation impactant aux niveaux national, régional et international, dans la lutte pour le

respect des droits humains. « *Vous êtes au premier rang des actions gouvernementales, ce qui vous octroie une capacité d'influence importante quant à l'adoption des mesures et orientations nationales. Le Repar s'est imposé au fil des années comme l'un des réseaux les plus éminents dans la lutte contre le réchauffement climatique régional. Au côté de la Comifac, le Repar est une force de propositions, de partage d'informations et d'expériences, qui facilite considérablement l'action politique de défense des intérêts de la sous-région au niveau international* », a signifié le Dr Wolfgang Klapper.

L'Allemagne, dit-il, poursuit son implication aux côtés de la sous-région Afrique centrale en accompagnant la Comifac, ses pays membres et tous les acteurs impliqués, afin d'impulser une dynamique en faveur du développement humain, environnemental et économique. Une participation concertée des acteurs de la sous-région aux grands événements internationaux est déterminante pour la prise en compte des orientations régionales dans l'adoption de politiques globales.

Bruno Okokana

Les parlementaires de l'Afrique centrale se préparent pour la Cop 28

Le Réseau des parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (Repar-AC) organise du 26 au 29 septembre à Brazzaville, avec l'appui de la GIZ à travers le programme régional d'appui à la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), un atelier de préparation des parlementaires de la sous-région à leur participation à la Cop 28, prévue en décembre prochain à Dubaï.



Les participants à la rencontre/Adiac

Au total, huit pays participent à cette rencontre dont l'objectif est de préparer les parlementaires membres du Repar à une participation efficace à la 28e édition de la Conférence des États parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP28). Il s'agira pour les participants originaires des pays tels le Burundi, le Tchad, le Cameroun, la Guinée équatoriale, la RCA de présenter la position commune des gouvernements d'Afrique centrale concernant les négociations sur le climat ; d'adopter une position commune des parlementaires. Il s'agira aussi de présenter les enjeux de la Cop28 sur le climat en

lien avec les ambitions de développement de l'Afrique centrale.

Le coordonnateur régional du Repar, Jean-Jacques ZAM, a rappelé que le séminaire de Brazzaville se tenait après le sommet de Nairobi au Kenya, qui a permis aux chefs d'État et de gouvernement du continent d'adopter la position commune. Rappelant les enjeux de la prochaine Cop, il a souligné que les parlementaires sont considérés comme des acteurs majeurs devant jouer un rôle clé dans l'élaboration d'un système de gouvernance globale démocratique.

« *Les parlementaires d'Afrique centrale, en leur qualité de représentants légitimes des popu-*

lations, sont appelés à prendre part aux conférences internationales aux côtés des gouvernements et de la société civile. Dès lors, une préparation minutieuse s'avère nécessaire pour nous assurer une participation efficace, au regard de la complexité des sujets, des enjeux et de la portée stratégique des débats annoncés », a déclaré Jean-Jacques ZAM.

Relever le niveau de mobilisation des fonds en faveur du Bassin du Congo

Le secrétaire exécutif de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), Hervé Martial Maidou,

a, quant à lui, souligné la nécessité de revoir les stratégies de mobilisation des ressources à l'international en valorisant les documents stratégiques élaborés par son institution et ses pays membres, ainsi que les initiatives en cours dans le Bassin du Congo. Le but étant de relever le niveau de mobilisation des fonds en faveur des forêts et de la biodiversité du Bassin du Congo. « *Une note de plaidoyer produite par les experts de la sous-région avec l'appui de la Comifac est en circulation dans ce sens et j'espère que les facilitateurs du présent atelier échangeront avec vous afin de capter le maximum de contributions possibles de la part du Repar. C'est pour cette raison que le Repar devra être fortement représenté dans les groupes de travail thématiques de la Comifac notamment la gouvernance et les finances* », a-t-il dit.

Présidant les travaux, le premier secrétaire de l'Assemblée nationale, Fernand Sabaye, a, quant à lui, signifié que la résolution de la crise climatique est devenue le défi le plus important et le plus ambitieux du 21e siècle. « *La terre est notre seule demeure. Nous n'avons aucun autre refuge. En effet, le poids du changement climatique sur les économies du*

continent et les moyens de subsistance des Africains est disproportionnellement élevé en rapport à leur faible participation dans les émissions mondiales du carbone. L'Afrique est donc le continent qui a le plus intérêt à inspirer le cadre de gouvernance climatique mondiale qui soit opérationnel et capable de contrôler les émissions de ces gaz nocifs », a-t-il insisté.

Pour y parvenir, l'Afrique devrait, selon Fernand Sabaye, se concerter pour élaborer les stratégies lui permettant de peser dans les négociations en vue de la prise en compte de ses préoccupations au cours des conférences sur le climat. « *L'une de ces stratégies consisterait à ouvrir les débats climatiques aux parlementaires, interfaces sûrs entre les pouvoirs exécutifs et les administrés, les populations. Il importe donc de renforcer les capacités des élus pour les rendre aptes à contribuer de façon efficace à l'identification des enjeux et à la détermination des approches de solutions climatiques. De plus, dans la perspective de renforcer davantage les capacités des parlementaires dans les négociations climatiques* », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama



PONTON MIZIKI FESTIVAL

30 SEPT > 1^{ER} OCT 2023

EN FACE DE LA VILLA MADIBA,
CÔTE SAUVAGE DE POINTE-NOIRE

© Sébastien-gravouil.fr

**YOUSSOUPHA • SUSPECT 95 • ZAO
LES BANTOUS DE LA CAPITALE**

L-HAD • BERLEA BILEM • TYTY MEUF A PART • DJ OMZO • DJ MISS MAK
DJ LEUZ ZARAK (COLLECTIF ELECTRAFRIQUE) • PATERNE MAESTRO
MACKTOOB • HENDRY MASSAMBA • QUEEN DORCELLE • SPIRITA NANDA
CONQUERING LIONS • ZINA HOPE • CHORALE IFC • KELLY ZUL



PERENCO
CONGO

TICKET STANDARD 1 JOUR : 2 000 FCFA • 2 JOURS : 3 000 FCFA
TICKET VIP 1 JOUR : 6 000 FCFA • 2 JOURS : 10 000 FCFA
ESPACE ENFANTS 1 JOUR : 1 000 FCFA (CERTAINES ATTRACTIONS PAYANTES)
ESPACE PREMIUM 1 JOUR : 20 000 FCFA • 2 JOURS : 30 000 FCFA
PREVENTES A PARTIR DU 1ER SEPTEMBRE A L'IFC DE POINTE-NOIRE



AFRIQUE CENTRALE

Les experts planchent sur la protection de l'environnement

Les experts évoluant dans le domaine de l'environnement en Afrique centrale se réunissent, du 27 au 30 septembre, à Brazzaville pour échanger sur des questions liées à la protection de l'environnement.

La rencontre marque la 14^e édition du séminaire international du secrétariat pour l'évaluation en Afrique centrale (SEEAC), organisée sur le thème « Consolidar l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans le développement en Afrique centrale, évaluation environnementale et sociale et de développement durable », en collaboration avec l'Association congolaise pour l'évaluation environnementale.

L'objectif est de renforcer les capacités des différentes parties prenantes à l'évaluation environnementale et sociale. Le séminaire international du secrétariat précède la 9^e édition du séminaire atelier de formation sur l'étude d'impact environnemental et social des projets des infrastructures.

Il permet d'aborder les aspects portant sur la catégorisation des projets d'infrastructures, de décrire le processus d'élaboration du cadrage et des termes de référence sur l'identification et l'évaluation des impacts, l'élaboration du plan de gestion environnementale et sociale des projets d'infrastructures.



Les experts en matière de protection de l'environnement/Adiac

Les participants vont également échanger des expériences sur l'action du secrétariat exécutif pour l'évaluation en Afrique centrale 25 ans après, la cartographie de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) des pays de l'Afrique

centrale et jauger le niveau d'intégration des enjeux de durabilité de l'EIES.

Les travaux de cette réunion ont été ouverts par Alain Noel Ampolo, représentant la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo qui

a souligné qu'au niveau national les rapports des EIES soumis à la validation de la commission nationale révèlent souvent des manquements tant au niveau de la conception, de l'analyse des facteurs que de l'élaboration desdits rapports.

Le président de l'association nature et développement, Joseph Mana Fouafoua, a rappelé que la corruption et l'absence de transparence ont investi aussi le climat.

« Ce qui a une incidence négative sur l'environnement, d'autant plus que le climat fait partie de l'environnement dans lequel nous vivons, bien que les deux termes ne sont pas interchangeables », a-t-il indiqué.

Lydie Gisèle Oko

Renforcer les capacités des différentes parties prenantes à l'évaluation environnementale et sociale.

NIGER

Retour de l'ambassadeur de France à Paris

Les militaires au pouvoir à Niamey exigeaient depuis fin août le départ de Sylvain Itté. Ils lui avaient retiré son immunité et son visa, mais Paris avait refusé jusqu'ici de le rappeler.

L'ambassadeur de France au Niger est de retour à Paris. Sylvain Itté qui ne bénéficiait plus de son statut de diplomate au Niger a quitté Niamey le 27 septembre, à bord d'un avion militaire avec six de ses collaborateurs. Il a d'abord atterri à N'Djamena au Tchad pour Paris. Ce retour en France intervient trois jours après que le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé le rapatriement de l'ambassadeur. Un départ que le régime militaire, qui a renversé le président Mohamed Bazoum le 26 juillet, exigeait depuis fin août. A son atterrissage à Paris, le diplomate a déclaré être « fier d'avoir fait son devoir, mais triste de laisser le président Bazoum toujours séquestré par la junte putschiste ».

La cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, « l'a reçu au Quai d'Orsay pour le remercier de son action et de celle des équipes qui l'entouraient au service de notre pays, dans des conditions difficiles », a indiqué le Quai d'Orsay. Selon l'Élysée, Emmanuel Macron s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères du gouvernement renversé au Niger, avec Hassoumi

Massaoudou. Dans la foulée, il a réitéré son soutien au président Mohamed Bazoum qu'il considère comme l'élu légitime du Niger.

Le chef de l'État lui a assuré de « la détermination de la France à poursuivre ses efforts auprès des chefs d'État de la Cédéao et de ses partenaires européens et internationaux pour un retour à l'ordre constitutionnel au Niger », a précisé la présidence française. Le président français avait aussi annoncé le retrait des 1 500 militaires présents au Niger pour lutter contre les jihadistes. Le lendemain, le régime nigérien avait dit attendre « que cette déclaration soit suivie d'actes officiels émanant des autorités françaises compétentes ».

Washington va «étudier toutes les mesures» concernant sa présence militaire

Quelque 1100 soldats américains se trouvent actuellement au Niger à des fins antiterroristes.

Washington va «étudier toutes les mesures futures» concernant sa présence militaire au Niger, a déclaré le secrétaire américain à la Défense, après l'annonce

de la France du retrait de ses troupes du pays d'ici la fin de l'année. Les États-Unis disposent de quelque 1 100 soldats stationnés au Niger, engagés contre les groupes jihadistes actifs dans cette région.

« Tout en donnant une chance à la diplomatie, nous continuerons également d'étudier toutes les mesures futures qui donneront la priorité à nos objectifs à la fois diplomatiques et sécuritaires », a indiqué le secrétaire d'État américain. Le Pentagone avait annoncé, le 7 septembre, re-positionner ses troupes « par précaution », transférant certains soldats d'une base de la capitale Niamey vers une base aérienne plus au nord.

Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé dimanche le retour à Paris de l'ambassadeur de France à Niamey et le retrait du Niger des 1 500 soldats français basés dans le pays. « Nous mettons fin à notre coopération militaire avec les autorités de fait du Niger, car elles ne veulent plus lutter contre le terrorisme », a déclaré le président français.

Noël Ndong

BURKINA FASO

Le gouvernement de transition annonce avoir déjoué un coup d'Etat

Dans un communiqué lu à la télévision nationale, le gouvernement de transition au Burkina Faso a informé, le 27 septembre, l'opinion publique qu'une tentative de coup d'Etat a été déjouée la veille par les services de renseignement et de sécurité.

« A l'heure actuelle, des officiers et d'autres acteurs présumés impliqués dans cette tentative de déstabilisation ont été interpellés et d'autres activement recherchés », a indiqué le gouvernement qui a déploré que les auteurs de cette tentative de putsch « nourrissent le sombre dessein de s'attaquer aux institutions de la République et de précipiter le pays dans le chaos ».

Assurant vouloir faire « toute la lumière sur ce complot », le gouvernement « regrette que des officiers dont le serment est de défendre la patrie se soient fourvoyés dans une entreprise d'une telle nature qui vise à entraver la marche du peuple burkinabè pour sa souveraineté et sa libération totale des hordes terroristes qui tentent de l'asservir ».

En décembre, le parquet militaire avait déjà dénoncé une tentative de déstabilisation du régime et annoncé des arrestations de militaires. Il s'agissait alors du deuxième coup d'Etat en huit mois que connaissait le Burkina Faso, miné depuis près de dix ans par des violences jihadistes sanglantes sur une grande partie de son territoire.

Yvette Reine Nzaba

LUTTE CONTRE LA POLIO

Les parents invités à vacciner leurs enfants

Du 28 au 30 septembre, la RDC organise la deuxième phase de vaccination contre la poliomyélite. Pour la ville de Kinshasa, 2 135 527 enfants âgés de 0 à 59 mois recevront deux gouttes de vaccin polio oral pour les protéger contre cette maladie invalidante.



La stratégie mise en place pour atteindre tous les enfants est celle de porte-à-porte. Les équipes de vaccination passeront ainsi dans chaque parcelle pour vacciner les enfants. Les parents sont donc invités à faciliter la tâche aux vaccinateurs en les accueillant dans leurs domiciles pour qu'ils puissent donner aux

enfants les deux gouttes saluaires contre la polio, une maladie invalidante de l'enfant.

Lors du lancement, dans la commune de Bandalungwa, de ces journées de vaccination, le représentant de la ministre provinciale de la Santé de la ville de Kinshasa, Benoît Pinda, a déclaré que la deu-

xième phase des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite à Kinshasa cible 2 135 527 enfants de 0 à 59 mois, soit 18,9% d'enfants dans 35 zones de santé de la ville. « L'objectif est d'atteindre 95% de notre cible », a-t-il indiqué.

Tout en affirmant que « la poliomyélite consti-

tue une menace pour l'Afrique, la RDC et Kinshasa en particulier, à cause de la circulation intense des populations dans la capitale. Avec plus de 800 cas de poliomyélite de type 1 et 2 déclarés, la RDC est le pays d'Afrique le plus impacté par cette maladie, qui touche toutes les 26 provinces, particulièrement la ville de Kinshasa où on dénombre 3 cas ».

Le coordonnateur provincial de l'Initiative mondiale de l'éradication pour la poliomyélite (GPEI), Dr João Luvunga, a, pour sa part, souligné que les prélèvements des échantillons issus des eaux usées de la surveillance environnementale de poliovirus dans les zones de santé de Limete (site de Pakadju-ma), Barumbu (canal de brasserie), Ngaba (Fikin) et Bandalungwa (pont Mollart) à Kinshasa, ont identifié la présence de la po-

liomyélite variante de type 2.

Cette situation, a-t-il soutenu, justifie le lancement des journées nationales de vaccination contre la polio. « Cette campagne d'envergure est une réponse vigoureuse aux épidémies de polio qui sévissent dans le pays depuis 2017 », a-t-il expliqué.

Prenant la parole au nom des partenaires réunis au sein de GPEI, Luvunga a promis de soutenir le gouvernement avec des ressources humaines, financières et logistiques adéquates pour la réussite des opérations de vaccination dans l'ensemble de la RDC.

La RDC a déjà rapporté 887 cas de polio variants répartis dans quinze provinces sur les vingt-six de la RDC. Ce nombre représente 50% des cas de la région Afrique.

Blandine Lusimana

ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE KINSHASA

Gode Mpoyi à couteaux tirés avec les agents de la DGRK

Le torchon brûle entre l'Assemblée provinciale de Kinshasa (APK) et la Direction générale des recettes de Kinshasa (DGRK) qui, depuis quelque temps, se lancent des pics via leurs responsables.

À la base, la mise en accusation par le président de l'organe délibérant de Kinshasa, Gode Mpoyi, de quelques membres de l'Exécutif provincial et des directeurs généraux de la DGRK soupçonnés d'une mégestion caractérisée. Les griefs portés par Gode Mpoyi contre les responsables précités découlerait, selon lui, d'une décision de la Conférence des présidents de l'APK à la suite de la mégestion décrite des concernés ainsi que de leur incompétence. Dans un mémorandum adressé au président de l'APK, les membres du personnel de la DGRK ont qualifié sa démarche d'an-

ti constitutionnelle. Le fait pour son auteur de leur interdire de poser tout acte de gestion sous peine de s'exposer à des poursuites supplémentaires a été plutôt très mal perçu. Gode Mpoyi, pensent-ils, s'est inscrit dans un combat d'arrière-garde qui ne vise qu'à déstabiliser la DGRK et à "asphyxier la collaboration harmonieuse entre les institutions et les différents services de la ville-province de Kinshasa, dans le seul but de bloquer le développement ou l'émergence de ces derniers". Et les membres du personnel de la DGRK d'ajouter : "Les accusations portées contre notre directeur général

sont jugées non fondées parce qu'il n'y a jamais eu un contrôle parlementaire conformément aux us et coutumes d'une Assemblée provinciale ». Ils sont soutenus dans leur réaction par les ministres provinciaux de Kinshasa, également concernés par les attaques de Gode Mpoyi.

Ces derniers dénoncent l'action du président de l'APK dans la mesure où la Conférence des présidents n'a pas qualité de mettre en accusation des membres du gouvernement provincial, cette compétence étant dévolue à la plénière qui est un organe de l'Assemblée provinciale.

Alain Diasso

GOMA

Démarrage imminent de l'opération de dégazage du Golfe de Kabuno

Le projet de dégazage du Golfe de Kabuno à Goma dans le Nord-Kivu quitte progressivement l'étape d'une simple annonce et avance vers son accomplissement.



Il sera lancé très bientôt le processus du dégazage de ce golfe. C'est dans ce cadre que le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, a réceptionné le 27 septembre la clé provisoire de la première station industrielle pour le dégazage du Golfe de Kabuno et il en reste deux autres pour le démarrage proprement dit.

Le projet de dégazage comprend deux phases : pilote d'abord puis industrielle. Situé au nord-ouest du lac Kivu, le Golfe de Kabuno est exposé à l'épanchement des laves qui proviendraient des volcans Nyiragongo et ou Nyamulagira. Il présente un problème environnemen-

tal et sécuritaire dans cette région dû à une forte concentration du gaz carbonique dissout dans ses eaux à 12 m de profondeur susceptible de provoquer subitement une forte explosion.

Sans l'ombre d'aucun doute, cette explosion gazeuse entraînerait la mort par asphyxie de la population environnante. Et pour épargner la population de ce haut risque et pour la sécurisation du Golfe lui-même, le gouvernement a levé l'option en 2014 pour l'élimination du gaz carbonique par le dégazage progressif dans une couche comprise entre 12 et 50 m de profondeur.

B. L

COOPÉRATION BI-MULTILATÉRALE

Kinshasa réclame un alignement sur la politique du gouvernement

Lors d'une réunion de concertation avec les partenaires techniques et financiers le lundi dernier, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a rappelé l'importance « d'une gestion efficace et efficiente des investissements sur financement extérieur pour permettre à la République démocratique du Congo d'atteindre les résultats de développement des projets ».

Joint le 28 septembre 2023 par la rédaction pour réagir sur cette matière, John Kaniki, un spécialiste de ce domaine, a fait état « d'un accroissement sans précédent du portefeuille de projets d'investissements sur financement extérieur au cours des quatre dernières années ».

Depuis des lustres, la question de l'affectation des ressources extérieures fait l'objet d'une discordance entre la RDC et ses partenaires au développement. Au cours de la réunion de concertation, le patron du gouvernement, Jean-Michel Sama Lukonde, n'a pas mâché ses mots. « Le gouvernement œuvre à renforcer les financements extérieurs de

haute qualité, mobilisés en quantité requise, gérés efficacement, et affectés aux priorités nationales essentielles pour le développement durable du pays ». Tout est dit, mais le chef du gouvernement est allé plus loin. L'atteinte des résultats étant tributaire d'une gestion efficace et efficiente des financements extérieurs, a-t-il ajouté, « la responsabilité est partagée, d'une part, entre le gouvernement et ses partenaires financiers, et d'autre part, entre le gouvernement et ses démembrés ». En somme, les partenaires extérieurs ont également un rôle à jouer dans la mise en œuvre des projets alignés à la politique du gouvernement dans leurs

secteurs respectifs.

Pour John Kaniki, cette question cache mal un réel agacement de Kinshasa. « C'est de l'argent remis au nom de la RDC, et Kinshasa veut qu'il soit canalisé vers ses priorités ». Il s'agit tout de même d'un portefeuille de projets colossal, a-t-il martelé. « Ce portefeuille n'a cessé de croître au cours des quatre dernières années. Pour les projets suivis par le ministère des Finances, par exemple, il est passé de 55 projets d'une valeur de 4,2 milliards de dollars américains USD en 2018 (Sur financement de la Banque mondiale - BM et de la Banque africaine de développement-Bad) à plus de soixante-dix pro-

jets ayant une valeur de plus de dix milliards de dollars en 2023 (Sur financement de la BM ; la Bad ; la Banque arabe pour le développement économique en Afrique - Badea ; le Fonds international de développement agricole des Nations unies - Fida ; Fund for international development - Ofid et l'Agence française de développement - Afd ».

Le débat est bien relancé. Le gouvernement attribue la montée en puissance des financements extérieurs et du nombre de projets à ses efforts de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds, ainsi que le train de réformes et le climat de confiance. Mais il y a un

problème qui se pose dans le suivi de l'exécution de ces projets. L'absorption de ces ressources ne suit pas un rythme normal à cause de nombreuses contraintes à la performance de ces projets. « Pour les autorités, la responsabilité est partagée entre les unités de gestion des projets (UGP), les bailleurs de fonds et le gouvernement ».

Notant que ces contraintes sont nombreuses, notamment la faible appropriation des projets par les bénéficiaires, la méconnaissance par certaines parties prenantes de la nature et du processus de développement d'un projet sur financement extérieur, etc. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

AMICAL FIFA

La RDC affrontera l'Angola au Portugal

Les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) se mesureront, le 17 octobre, à Lisbonne au Portugal, aux Palancas Negras d'Angola dans le cadre de la fenêtre Fifa du mois d'octobre, a-t-on appris.



Les négociations entre les deux fédérations pour l'organisation de la rencontre se sont avérées concluantes. La partie angolaise a voulu que cette rencontre ait lieu dans la capitale portugaise motivée par les affinités entre les deux pays. Et cette rencontre se jouera après le match du 13 octobre en Espagne où les

joueurs du sélectionneur Sébastien Desabre feront face aux Kiwis de la Nouvelle Zélande. Il leur sera donc facile de se déplacer de l'Espagne vers le Portugal, pour disputer les deux matchs amicaux de cette répétition Fifa.

Qualifiés pour la 20e édition de la Coupe d'Afrique des nations (Can) de football Maroc 2024,

les Léopards affûteront déjà leurs armes pour l'ouverture, en novembre prochain, des éliminatoires de la Coupe du monde 2026 prévue conjointement aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Et la RDC partage son groupe avec le Sénégal considéré comme le favori, la Mauritanie, le Togo, le Soudan et le Soudan du Sud.

Martin Enjimo

LINAFOOT/LIGUE 1

Maniema Union inflige au DCMP sa première défaite de la saison

L'AS Maniema Union de Kindu a battu, le mercredi 27 septembre 2023 au stade des Martyrs de Kinshasa, le Daring Club Motema Pembe (DCMP), par zéro but à deux, en 5e journée du groupe B de la 29e édition du Championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Pour ce match, l'onze de départ du DCMP s'est composé du gardien de but Mulenda, et dans le champ Mira Kalonji, Rashidi Musinga, Sem Mbali, Bongonga, le capitaine Junior Koné, Migas Bomola, Joslin Ndongala, Hervé Apinda, Yallet Mydo et Isaac Makangila.

Transféré par Mazembe à Maniema Union cette saison, le géant attaquant Jephthé Kitambala a ouvert la marque de la tête, à la 12e minute, laissé étrangement seul au cœur de la surface par la défense des Immaculés. Profitant d'une bourde du gardien de but du



Vue du match DCMP vs Maniema Union au stade Tata Raphaël à Kinshasa/DR

DCMP, l'attaquant Aggée Basiala a doublé la mise à la 22e minute. La réduction du score du latéral gauche Yalet Mido à la 68e minute n'a pas suffi à sauver le DCMP de sa première défaite de la saison. « Les erreurs commises par la défense, ce sont des choses qui arrivent. Les joueurs n'étaient pas concentrés dans la dernière zone. On continue notre chemin, le prochain adversaire s'appelle V.Club », a reconnu l'entraîneur Djene Ntumba des Immaculés.

Au classement, Maniema Union devient le leader dans le groupe B du championnat avec désormais 12 points en 4 matchs. DCMP compte 10 points en 5 matchs dont trois victoires, un nul et une défaite.

M.E.

TRIBUNAL POUR ENFANTS DE BRAZZAVILLE

Le Dr Paraiso Paka fustige les mauvaises pratiques

Dans une interview qu'il a accordée aux Dépêches de Brazzaville, le docteur Paraiso Paka Abdou Raimi Vincent exprime son indignation face aux mauvaises pratiques perpétrées par des responsables du Tribunal pour enfants de Brazzaville.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B) : Pouvez-vous vous présenter ?

Dr Paraiso Paka Abdou Raimi Vincent (P.P.A.R.V) : Je suis président de l'ONG Alto Afrique enfants.

L.D.B : Depuis la création de votre association, pouvez-vous nous énumérer vos actions fortes ?

Dr P. P. A .R .V : De nombreux défis caractérisent la vie de notre association depuis sa création en janvier 2006, notamment la corruption de certaines autorités judiciaires et policières surtout dans les cas de viol des enfants, le non-respect et la méconnaissance parfois des textes et des lois nationaux et internationaux par les professionnels de droit.

L.D.B : Au niveau national, existe-t-il quelques difficultés pour bien respecter les

droits des enfants ?

Dr P. P. A .R .V : Nous rencontrons beaucoup de difficultés dans les tribunaux, j'insiste surtout sur le cas du tribunal pour enfant de la ville de Brazzaville où les jugements ne sont pas bien rendus par les responsables de cette structure. Au niveau de cette instance, certains enfants victimes de traite sont encore remis aux mains des trafiquants. Nous avons, par exemple, des dossiers où la présidente de ce tribunal prend une décision où un bébé de sept mois, allaité par la grande sœur de sa mère alors décédée lors de l'accouchement, être remis à son père militaire de profession et célibataire.

L.D.B : En votre qualité de président de l'ONG Alto Afrique, basée sur la protection des droits des enfants, quel est le message pour mieux

éradiquer le trafic et la traite des enfants en Afrique ?

Dr P. P. A .R .V : Pour mieux éradiquer la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants, nous exhortons une reprise de conscience professionnelle de la part de certains de nos magistrats et des officiers de police, l'implication totale des plus hautes autorités du pays dans ce combat ainsi que le financement des différentes ONG qui militent dans ce domaine, la formation des magistrats et des autorités policières, sans oublier la synergie entre l'ensemble des acteurs de lutte contre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants.

L.D.B : Votre mot de fin ?

Dr P. P. A .R .V : Je souhaite un avenir meilleur à l'ensemble de tous les enfants de l'Afrique et du monde.

Propos recueillis par Séverin Ibara



TOURISME

Les investisseurs invités à contribuer à l'essor du Congo

La célébration de la journée mondiale du tourisme a eu lieu le 27 septembre au site touristique Malonda Lodge de Djeno situé à près de 30 km de Pointe-Noire sur la Route nationale 4 ou Route de la Frontière.

«Tourisme et investissements verts» a été le thème de la Journée mondiale du tourisme organisée par la direction départementale du tourisme et de l'hôtellerie de Pointe-Noire avec l'apport de la préfecture de ladite ville et l'appui des différents partenaires.

En remerciant les organisateurs qui ont choisi l'arrondissement 6 Ngoyo et son site Malonda Lodge pour célébrer cette journée, Wilfrid Genest Paka Bantoud, administrateur maire dudit arrondissement a loué l'initiative qui vise la découverte et la valorisation des sites en s'inspirant de l'engagement du chef de l'Etat Denis Sassou N'Gusso sur les questions du tourisme et de l'environnement. « Tous ces sites méritent à notre avis une attention particulière en vue de l'aménagement de certains d'entre eux et de leur valorisation pour faire du Congo une destination touristique protégée et de Ngoyo, un vivier touristique pouvant donner à notre population un cadre de vie propice pour son épanouissement ».

Selon Lydie Irène Mankou, directrice départementale du tourisme et de l'hôtellerie de Pointe-Noire, « cette journée permet de faire prendre conscience à tous et à la communauté internationale de l'importance du tourisme et de sa valeur sociale, culturelle, politique, économique dans un pays. Les Congolais que nous sommes devons davantage nous investir de la mission de pratiquer le tourisme vert en rap-



La DD du Tourisme et les participants livrant une partie de baby foot DR

port avec un environnement sain et propice au développement durable de notre pays car ce type de tourisme est centré sur la préservation de la nature et de la biodiversité » et d'ajouter « étant qu'acteurs publics, nous avons la mission, entre autres, de faciliter la tâche aux investisseurs en soutenant et accompagnant autant les projets touristiques porteurs. Ce n'est qu'en procédant ainsi que les activités du tourisme vont se développer et contribuer de manière significative au Produit intérieur brut de notre pays ».

En lançant les différentes activités prévues à cet effet, Jean-Pascal Koumba, secrétaire général du département de Pointe-Noire, a martelé : « Cette balade n'est pas seulement touristique, sportive ou de santé, mais elle doit nous permettre de pouvoir trouver les investisseurs qui pourront se lancer dans le domaine touristique au Congo ».

Plusieurs activités sportives et touristiques ont agrémenté ces festivités, notamment la marche en bordure de mer, le nzango, la pétanque, le baby foot, le ludo et le ngola.

Hervé Brice Mampouya

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Arménie, 9e journée, 1re division

Christoffer Mafoumbi, pas toujours rassurant dans ses sorties, était titulaire lors de la victoire du FC Noah sur le terrain de West Armenia (2-4). Le promu est 5e à 4 longueurs du podium.

France, 8e journée, 2e division

Malgré les absences de Marvin Baudry et Gonçalves, laissés au repos, Laval revient avec les trois points de son voyage chez le Paris FC (1-0). Les Tango sont en tête de la Ligue 2 avec 19 points.

Balayés à domicile par Annecy, les Palois se vengent à Bastia (4-1). Premier but de la saison pour Mons Bassouamina, qui double la mise pour Pau à la 54e. Remplacé à 70e, alors que les Corses évoluaient en infériorité numérique depuis la 39e.

Annecy souffle le chaud et le froid : quelques jours après un probant succès à Pau, les Haut-savoisyards tombent de haut à Auxerre (0-4). Titulaire sur le pré de l'Abbé-Deschamps, Kévin Mouanga a ouvert le score...contre son camp à la 21e.

Israël, 5e journée, 1re division

Hôte du derby de Tel Aviv, l'Hapoel coule face au Maccabi (0-5), sous les yeux de Bryan Passi, resté sur le banc. Titulaire face à son ancienne équipe, Mavis Tchibota a été remplacé à la pause. L'Hapoel Tel Aviv est 8e avec 5 points, à cinq longueurs de l'Hapoel Haifa de Mayembo, deuxième à égalité de points avec le Maccabi Tel Aviv.

Camille Delourme

SOLUTION :

Le mot-mystère est : TIRE-AU-FLANC

D	O	S	E	R		A	R	D	U
E	T	E	T	E	R		I	O	N
C	E	P		B	A	R	O	N	
O		I	L	O	T	E		N	A
D	R	A	I	N		A	M	E	R
E	U		A	D	A	G	E		M
	S	O	N		N	I	C	H	E
R	E	V	E	N	D		H	U	E
A	R	A		A	I	D	E	R	
B		L	A	I	N	E		E	S
O	P	E	R	A		L	E	S	E
T	U		E	D	I	T	A		M
S	A	U	C	E		A	U	R	A

E	S	S	E	V	Y						
E	X	C	E	D	E	N	T	A	I	R	E
T	O	U	R	N	O	I		G	I	N	
G	A	U	L	O	I	S	E	R	I	E	
S	A	N	O		N	O	E	U	D		
C	E	R	N	E	R	O	N	T		S	U
D	E		S	T	E	A	M	E	R		
T	A	I	G	A		A	T	U		I	
I	S	O	L	E	R	A	I	E	N	T	
G	R	E	C		N	I	E	V	R	E	
E		I	C	T	E	R	E		C	M	
A	L	C	A	L	I	E		E	T	E	
L	U	N	E	T	I	E	R		A	N	
S	E	R	T		E	T		A	P	R	E
S	E		A	S	E	P	T	I	S	E	

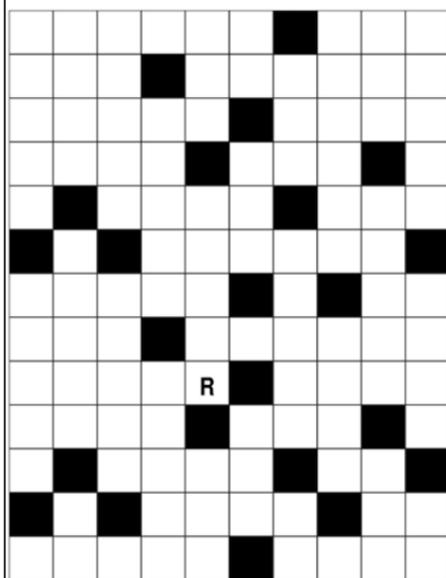
• SOLUTION DE LA GRILLE N°67 •

8	4	6	9	2	1	3	5	7
3	9	5	8	7	4	2	6	1
2	1	7	3	6	5	8	4	9
4	7	1	6	8	3	5	9	2
6	3	9	1	5	2	7	8	4
5	8	2	4	9	7	6	1	3
1	6	4	7	3	8	9	2	5
7	5	8	2	4	9	1	3	6
9	2	3	5	1	6	4	7	8

• SOLUTION DE LA GRILLE N°76 •

1	8	2	4	3	5	7	6	9
3	9	4	1	6	7	2	8	5
6	7	5	2	9	8	1	3	4
2	5	3	8	1	9	6	4	7
7	4	6	5	2	3	8	9	1
9	1	8	6	7	4	3	5	2
5	2	9	7	8	6	4	1	3
4	6	7	3	5	1	9	2	8
8	3	1	9	4	2	5	7	6

MOTS CASÉS 10X13 • N°172



2 LETTRES

NO - NU - RE - RU - TE - TU - UT

3 LETTRES

EAU - ERE - ETE - ILE - IRE - NID - NUL - ONU - RIS - RIT - SEL - TOI - UNE

4 LETTRES

ABER - ANEE - EMET - EMEU - ITEM - LEUR - OBEI - OEIL - OUST - RUSA - ZERO

5 LETTRES

BETEL - BONZE - EIDER - EMULE - ENTRE - ETIER - GOMME - IMPOT - NEIGE - NUIRE - OSIER - RENTE - TROIS - TWEED - TWIST

6 LETTRES

BANDIT - EMPATE - ERUDIT - LUTRIN - MILITE

MAL FORME ARCHERS DU MOYEN ÂGE	POUSSERAIT DES CRIS RAPACE	ENLEVERA UNE COUCHE DE BLANC RAYON LUMINEUX	PARCOURS COURS A LA FAC	S'ATTENDAIT A MEUX	VIPERE RECHOME
VOISIN DU KENYA FONDATION				PIED DE VIGNE BONNE CARTE	
TRANQUILLES NEGATION			DEFRACHA 90 A BRUXELLES		ACTINUM AU LABO OBJET CANON
	LANGUE DU MILIEU TAXE ROUTIERE			LANGUE ROMAINE BEL HOMME	VA ET VIENT
MECHE REBELLE ACCORDERA		ENLISE PERIODE BLEUE			
			EMPESTER ILE DU PACIFIQUE		
MILIEU A RISQUES	EXPULSE	DANSES LATINES REMACHE			CA GRATTE
			FLEUR DE HOLLANDE PRIT SON TEMPS		
PASSE-TEMPS ILE DE FRANCE		VENDEUR DE CAME ORGANISATION INTERNATIONALE			MONNAIE URUQUE
	PARESSEUX MUSIQUE URBAINE		A DESSALER EXAMEN MEDICAL		
CHANT DU GIRLON NORMALISE			ACCORD SLAVE	FILET D'EAU PRONOM PERSONNEL	
				RAFALE	
ARME DE PONG		CAPITALE DU MD-ZAMBIE			

L A D O E F C I N T R E H V U
 A O G N A T S I V R A P E U O
 M C L I V A G E L U C R E H Y
 B O U N R A H C T R S H L F A
 D R O U T C A P M O C B L R B
 A M N C U S P H E R P E S A T
 E O E O U O U L E G A A M I A
 F R B T D I I P A U X B Z S N
 I A R I E H R L P I O C H E G
 B N U A G O O A O U V L T N I
 R M O R S P R R S D R A B O B
 E L A T O R C I U S M E G T L
 U N A R U B U S T I E R R S E
 X T S O R F A M R E P A R I A
 E N A P M A S P R I N C I P E

- | | | |
|----------|-----------|------------|
| BABOUCHE | FLEAU | PERMAFROST |
| BAMBOU | FRAISE | PIOCHE |
| BAYOU | FUTON | PISTON |
| BOBARD | GALOP | PODIUM |
| BUSTIER | GAVIAL | PORTRAIT |
| CHARNU | GLUON | PRIMATE |
| CINTRE | HERCULE | PRINCIPE |
| CLIVAGE | HERPES | PROSTATE |
| COMPACT | LAMBDA | SAMPAN |
| CORMORAN | METEORITE | SUPPURER |
| CROIX | NARGHILE | TANGIBLE |
| CROTALE | PARIA | TANGO |
| CUIRASSE | PARVIS | TOPAZE |
| FEODAL | PERCHE | VERSO |
| FIBREUX | | |

• SUDOKU • GRILLE N°77 • FACILE •

5	6	7		8			2	
	1	4	6			9	8	
2				3		6		
				8	6	3	1	
			2	7				
	5	6	9	4				
		1		5			3	
	8	3			2	5	4	
4			3			8	7	1

• SUDOKU • GRILLE N°93 • DIFFICILE •

			8			1	5
5	8			6			
1				3		4	6
	2			4	9		
8							4
		3		1		7	
7	3			8			9
			5			2	7
2	6				7		

CHAMP PÉTROLIER MKB

Afreximbank et Trident OGX signent un accord financier

L'accord financier a été signé, le 27 septembre, à Brazzaville, entre les dirigeants d'Afreximbank et de Trident OGX, pour un montant de 1,5 milliard de dollars, environ 933 milliards de francs CFA. Ce financement vise à relancer l'exploitation du permis Mengo, Kundji et Bindi (MKB).

Le financement devra permettre à la compagnie pétrolière américaine de produire 100.000 barils par jour, soit 30% de la production nationale. Les trois gisements (Mengo, Kundji et Bindi), situés respectivement à 15, 20 et 25 km du terminal pétrolier de Djeno, étaient autrefois détenus par la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). L'opérateur Trident OGX promet d'apporter de nouvelles pratiques à la pointe de la technologie tenant compte des enjeux environnementaux.

La mise en exploitation du permis MKB va générer des revenus supplémentaires pour l'État congolais, a estimé le directeur général de Trident OGX, John Chisholm. « L'accord financier est la résultante du climat de confiance entre Afreximbank et le gouvernement congolais. En ce qui nous concerne, nous ferons tout ce qui est à notre pouvoir pour faire aboutir ce projet. Nous sommes également conscients des problématiques environnementales », a-t-il déclaré.

En acceptant d'injecter la somme de 1,5 milliard de dollars dans le projet MBK, Afreximbank entend se positionner comme l'un des principaux investissements pé-



Échange des parapheurs par les deux parties/Adiac

troliers du pays. Depuis son implantation au Congo, en 2016, la banque basée au Caire (Égypte) a déjà investi plus de 2 milliards de dollars en faveur des projets

publics et du secteur privé. Elle va poursuivre son investissement dans l'économie congolaise, a promis son patron Benedict Okey Oramah.

Du côté du gouvernement, l'on se félicite de la signature de l'accord de financement, puisque le permis a été concédé à Trident OGX après 14 ans d'activité de la SNPC. « Le ministère se met à la disposition pour accompagner la mise en œuvre du projet. Le développement de ce champ nécessite de la technologie de pointe que va apporter Trident OGX », a fait savoir le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua.

Fiacre Kombo

« Le ministère se met à la disposition pour accompagner la mise en œuvre du projet. Le développement de ce champ nécessite de la technologie de pointe que va apporter Trident OGX »

CAN 2027

La CAF a choisi Kenya-Tanzanie-Ouganda

La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé, le 27 septembre, lors de sa réunion du Comité exécutif les pays hôtes de la Coupe d'Afrique des nations 2027. La CAF a apporté la nouveauté en choisissant la candidature tripartite Kenya, Tanzanie et Ouganda.

Un choix qui confirme ainsi le souhait de la CAF d'instaurer un système de rotation dans les régions d'Afrique.

« Je suis heureux que notre engagement, qui permet à chacune des six zones composantes de la CAF d'accueillir une CAN, soit mis en valeur par l'attribution de l'édition 2027 au Kenya, à la Tanzanie et à l'Ouganda, membres de la zone Cecafo. La dernière fois que cette région a organisé le tournoi, c'était en 1976 en Éthiopie », a commenté Patrice Motsepe, le président de la CAF. L'Afrique de l'Est va donc accueillir la CAN, 51 ans après.

C'est pour la première fois dans l'histoire du football africain qu'une édition de la CAN soit organisée dans trois pays. L'Afrique avait tenté l'expérience de la co-organisation en 2000. Cette CAN s'était déroulée simultanément au Ghana et au Nigeria. Depuis lors, l'expérience n'avait jamais été renouvelée. Notons qu'au cours de la même session, la CAF a attribué l'organisation de la CAN 2025 au Maroc.

James Golden Eloué

COOPÉRATION CULTURELLE

Le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza lié dorénavant aux musées de Rome

Le partenariat a été noué le 25 septembre, lors d'une séance de travail en présentiel et en visioconférence au Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, avec les autorités italiennes et la directrice générale de ce haut lieu culturel et historique.

La séance de travail qui a permis aux deux parties de nouer une collaboration fructueuse dans le domaine culturel et permis également aux autorités italiennes de lancer un appel au soutien général à la candidature de Rome à l'Expo 2030 s'est déroulée en présence de plusieurs ambassadeurs et corps diplomatiques, dont ceux du Gabon, de l'Algérie, du Sénégal, de l'Union européenne, de l'Allemagne, du Nonce apostolique et de la Côte d'Ivoire.

Prenant la parole depuis Rome, la Pr Maria Miarelli Mariami, directrice du musée civique de Rome, qui est un ensemble des musées, a commencé par remercier tout particulièrement la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, avant de souligner qu'elle est totalement d'accord pour commencer une collaboration et pour faire connaître la figure de Savorgnan de Brazza au sein des institutions, parce que Savorgnan de Brazza est lié à Rome et à l'histoire artistique de la ville. La Pr Maria Miarelli Mariami a rappelé que le père de Savorgnan de Brazza était un grand artiste qui était installé à Rome. Il était le plus grand sculpteur qui a fabriqué plusieurs statues dans les plus importants musées de Rome. Il a travaillé aussi au musée du Vatican. Et c'est dans cette ambiance artistique au centre de Rome qui était très international que Savorgnan de Brazza a grandi.

La directrice du musée civique de Rome envisage une grande collaboration entre son institution et le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. « Je souhaite qu'on puisse créer de bons

contacts et de bonnes collaborations entre nos différentes institutions. Merci une fois encore de m'avoir invitée, en espérant pouvoir apporter de la force au projet. Je serai heureuse de vous accueillir à Rome », a-t-elle conclu.

Partir sur les traces de Savorgnan de Brazza à Rome

Pour sa part, la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza a reconnu à sa juste valeur les propos de la Pr Maria Miarelli Mariami, tout en indiquant qu'ils ont beaucoup à apprendre de cette directrice qui a la charge de gérer plusieurs musées à Rome. « Je crois qu'il serait important pour nous de partir sur les traces de Savorgnan de Brazza à Rome... Il serait très important pour nous de venir vous rencontrer à Rome et ensuite vous inviter aussi ici à Brazzaville. C'est bien qu'on puisse vous recevoir dans cette ville éponyme de Brazzaville qui porte le nom de cet explorateur qui n'est pas très bien connu à Rome. Je considère alors qu'il y a un travail de fond à faire. Parce que ce ne serait que justice qu'en Italie en reconnaisse Savorgnan de Brazza et ce qu'il a fait dans des contrées lointaines. Nous restons tout à fait disposés », a déclaré Béline Ayessa.

Fabio Nicolucci qui vient au Congo Brazzaville pour la première fois s'est senti comme chez lui. Après avoir présenté l'Expo 2030 que Rome va offrir au monde, il a signifié que le mémorial est dédié à un Italien qui aimait le Congo.



L'ambassadeur d'Italie au Congo, Enrico Nunziata, Fabio Nicolucci et la directrice générale du mémorial PSB, Béline Ayessa/Adiac

Le mémorial est un signal de lien très fort qui n'a pas commencé aujourd'hui, mais dans le passé.

L'ambassadeur d'Italie en République du Congo, Enrico Nunziata, a rappelé dans son intervention qu'ils ont choisi le mémorial pour organiser cette séance parce que c'est un lieu symbolique des liens existant entre l'Italie et la République du Congo, en particulier entre Rome et Brazzaville. Savorgnan de Brazza, a-t-il rappelé, était né à Rome en Italie puis s'est naturalisé

français. Le diplomate italien qui a sollicité le soutien général du Congo à la candidature de Rome à l'Expo 2030 a indiqué également qu'entre son pays et la République du Congo il y a des relations très solides sur le plan commercial et économique avec la présence des entreprises italiennes comme ENI, Villarici et autres. Même sur les plans politique et institutionnel.

Gabrielolo Phillip s'est dit très heureux que la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza leur ait

donné l'opportunité de renforcer cette collaboration. Il a, enfin, sollicité le soutien de la République du Congo qui a beaucoup à dire sur cette Expo 2030 qui se tiendra sur le thème « Peuple et territoire, lieu idéal pour construire une nouvelle vision de la régénération, inclusion et innovation » et dont l'Italie a porté sa candidature.

Notons que cette séance de travail a pris fin par la visite guidée du mémorial.

Bruno Okokana